

Daniel Bensaïd

1968, affaire non classée

Ce texte préface le livre 1968, fins et suites, signé Alain Krivine et Daniel Bensaïd et paru aux Nouvelles éditions Lignes en avril 2008.

« Quand on se réconcilie sur une affaire, dit-elle, c'est qu'on n'y entend plus rien [...]. Qui dit réconciliation en ce sens historien, dit-elle, dit pacification et momification. »
Péguy, *Clio*.

68, c'est fini ?

En un certain sens, bien sûr, c'est fini. Et fini depuis longtemps. Depuis l'intervention radiophonique du général de Gaulle et la manifestation aux Champs-Élysées du 30 mai 1968, peut-être. Ou depuis l'élection en juin d'une Chambre introuvable. Ou bien encore, depuis la signature en juin 1972 du Programme commun de la gauche. Voire depuis la défaite de la même gauche aux élections législatives de 1978, venant après le coup d'arrêt de 1975 à la révolution portugaise, la transition monarchique de 1976 en Espagne, le compromis historique sur l'austérité en Italie. Ou bien, au plus tard, depuis la victoire de Mitterrand en 1981 et le virage libéral de 1983.

Cette fin annoncée n'est pas un scoop du quarantième anniversaire.

Elle n'est pas d'aujourd'hui, ni même d'hier.

En un certain sens et jusqu'à un certain point, 68, c'est donc bel et bien fini. Mais en un autre sens, et jusqu'à un autre point ? Au sens et au point qu'il s'agit d'un litige, d'une

de ces affaires qui divisent les eaux, de ces affaires non classées, sur lesquelles on ne se réconcilie pas. Car si l'on se réconciliait, si l'on faisait la paix, disait Péguy à la lumière d'une autre affaire fameuse, c'est qu'on n'y entendrait plus rien. C'est que la mémoire vive serait morte et pétrifiée en histoire monumentale et archivée.

S'il fallait une preuve que l'affaire n'est pas classée, que son spectre bouge encore, la fureur thermidorienne et versaillaise du discours de Sarkozy à Bercy, le 29 avril 2007, suffirait : « Dans cette élection, il s'agit de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétué, ou s'il doit être liquidé, une bonne fois pour toutes. Je veux tourner la page de 68. » Quarante ans après ! Curieux acharnement, Étrange discours expiatoire. Les Versaillais victorieux firent du Sacré-Cœur le monument expiatoire des crimes imputés à la Commune de Paris. L'État français de Vichy dressa un autel à la trinité Travail-Famille-Patrie pour racheter les péchés d'un Front populaire rendu responsable de la débâcle de 1940. Il s'agirait à présent d'expié les débauches soixante-huitardes, responsables de la décadence et du déclin français ?

Pour la nouvelle génération militante, celle des mouvements altermondialistes ou des mobilisations contre la guerre en Irak, celle des luttes contre le Contrat première embauche [CPE] ou contre la réforme libérale des universités, 68 c'est loin, très loin. Quarante ans, c'est plus vieux que ne l'était pour nous, en 68 précisément, le Front populaire. Un événement presque refroidi ? Un sujet de colloque ? La matière première d'un savoir historique positif. De l'affaire Dreyfus, Péguy faisait dire à *Clio* – l'Histoire : « Elle est juste à ce point, elle est juste sur ce bourrelet de la dernière dune où l'on pourrait croire que c'est encore,

qu'elle est encore texte et matière à une remémoration, à une mémoire, à un mémorialiste et chroniqueur. Étant la plus près, étant sous la main, on croit qu'elle n'est pas devenue historique. Rassurons-nous, mes enfants, dit-elle (c'est toujours *Clio* qui parle), et pleurons sur elle : elle est bien morte, elle ne nous divisera plus ^{1/}. » Eh bien, si. Comme la Révolution française, comme l'Affaire, 68 divise encore. Car on n'est pas encore parvenu à nous réconcilier sur cette affaire, à « nous faire perdre prématurément et artificiellement le sens de cette affaire, l'intelligence, l'entendement intérieur, le secret, littéralement la mémoire de cette affaire ». Bien que « le jeu des politiciens ait été précisément et très exactement de nous transformer prématurément et artificiellement en historiens », de militants en historiens de l'affaire 68.

La mémoire hante encore le sommeil de l'histoire. Car, « s'il y a un sens du réel, et personne ne doutera qu'il ait son droit à l'existence, il doit bien y avoir quelque chose qu'on pourrait appeler le sens du virtuel ^{2/} ». Ce qui intéresse encore, ce ne sont pas les cendres de Mai 68, mais ses braises, les résurgences des possibles vaincus et refoulés. Quarante années n'auront pas suffi à nous courber l'échine et à nous faire baisser la tête devant le fait accompli ^{3/}. Et nous n'avons pas les genoux meurtris de l'agenouillement répété devant les verdicts provisoires d'une histoire ventriloque. Car, s'obstinait Blanqui au lendemain amer de la Commune, « le chapitre des bifurcations reste ouvert à l'espérance ».

Quarante ans, déjà. Quatre décennies. Quatre anniversaires.

Une procession commémorative. Et une révision permanente.

En mai 1978, la force propulsive de l'évé-

^{1/} Péguy, *Clio*, Paris, Gallimard, 1942, p. 257.

^{2/} Robert Musil, *L'Homme sans qualités*.

^{3/} Voir Nietzsche, *Seconde considération intempestive*, Paris, Garnier-Flammarion, 1988, p. 147.

nement arrivait à épuisement. En France, la gauche venait de perdre par sa division une élection qui lui semblait promise. Dans le monde, la crise pétrolière et la récession de 1974 avaient annoncé l'épuisement des « trente glorieuses ». Les classes dominantes étaient parvenues à contrôler la sortie des dictatures au Portugal et en Espagne. La célébration de Mai hésitait alors entre l'adieu nostalgique aux années de jeunesse et l'âge de raison historique.

En mai 1988, François Mitterrand venait tout juste de remporter sa seconde élection présidentielle. Le gouvernement Rocard mettait en œuvre son programme social-libéral. Devenue « génération-Mitterrand », la classe 68 auto-célébrait sa propre réussite sociale et sa conversion au sens du réel.

En mai 1998, le Mur de Berlin avait été renversé. L'Union soviétique n'existait plus. La page du « court vingtième siècle » était tournée. Resté de l'autre côté du Mur, 68 semblait avoir basculé dans la préhistoire. N'en subsistait qu'une traîne de « réformes sociétales » mises en œuvre presque partout en Europe, sans qu'il fût besoin pour cela d'une grève générale et de barricades.

4/ La plume de l'Élysée, Henri Guaino, met les points sur les i du discours de Bercy : « Ce que nous voulions, c'est mettre les mots sur ce dont tout le monde parle dans cette campagne. Que ce soit Royal avec son ordre juste, ou Sarkozy, avec sa volonté de revaloriser le travail, on voit bien que tout le monde prône exactement le contraire de 68. Seulement, à cause de sa base militante, la candidate socialiste ne peut aller jusqu'au bout. Nous, si. Nous sommes à la fin du cycle 68 » (*Libération*, 4 mai 2007).

5/ 1968, *fin et suites*, éditions Lignes, 2008.

6/ Karol Modzelewski et Jacek Kuron étaient les jeunes auteurs d'une *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais* (appellation locale du Parti communiste prosoviétique), critiquant le despotisme bureaucratique, dont nous avons publié en brochure, l'année précédente, la traduction française. Ils avaient été emprisonnés par le régime. Aujourd'hui décédé, Jacek Kuron fut ultérieurement ministre sous la présidence de Lech Walesa. Karol Modzelewski est aujourd'hui chercheur en histoire médiévale.

2008, ce serait donc la liquidation générale promise par Sarkozy, le temps venu de la repentance et de la pénitence. Dans son encyclique *Foi et Raison* de juillet 2007, Benoît XVI a donné le ton, qualifiant Mai 68 de période de crise de la « culture occidentale » et appelant à censurer « le relativisme intellectuel et moral de 68 ». Le discours de Sarkozy à Bercy fait directement écho à ce prêche papal d'une nouvelle croisade civilisationnelle 4/.

Nous reprenons dans ce livre 5/, sans les modifier ni les commenter (bien que la tentation fût parfois grande de les enrichir de faits et de propos actuels) des textes écrits à l'occasion des trois derniers anniversaires. Nous nous sommes contentés d'en rétablir la version intégrale quand ils avaient dû être réduits pour publication sous forme de tribunes de presse. L'ensemble nous a paru éclairant. Il souligne ce qui, aujourd'hui encore, fait la force symbolique de 1968 comme *événement global*. À double titre.

Ce fut, d'une part, un événement indissociablement national et international. Derrière le Mai français se profilent la guerre d'Indochine, le printemps tchécoslovaque, l'essor du mouvement national palestinien après la guerre des Six jours, la rébellion des étudiants polonais, un soulèvement quasi planétaire de la jeunesse. En février 1968, nous étions une poignée, sur l'esplanade des Invalides, à crier : « Libérez Modzelewski et Kuron 6/! » Quelques semaines plus tard, nous étions des dizaines de milliers à scander « Rome, Berlin, Varsovie, Paris ! » pour célébrer la convergence des révoltes contre l'exploitation capitaliste, contre l'oppression coloniale, contre le despotisme bureaucratique.

Ce fut, d'autre part, un événement indissociablement social et culturel. Une grève géné-

rale sans précédent, évaluée en France à 150 millions de jours de grève (à comparer avec les 37 millions pour le Mai rampant italien de 1969, et les 14 millions des grandes grèves britanniques de 1974). Mais aussi une effervescence cinématographique et musicale (*Street Fighting Man* des Stones, *I'm Black and I'm proud* de James Brown, le détournement de l'hymne américain par Jimmy Hendrix...). Et encore la critique de la vie quotidienne, de la société de consommation, qui préfigurait les mouvements sociaux des années soixante-dix.

Tout était-il possible pour autant, comme on le proclamait en actualisant une formule de Marceau Pivert sous le Front populaire ? Tout, peut-être pas. Mais quelque chose, autre chose, sans doute. Un champ de possibles s'ouvrait. Il n'était pas sans limites. C'est ce qui distingue la possibilité déterminée et concrète de la possibilité indéterminée et abstraite, qui n'est que le contraire de l'impossible.

68 fut l'aboutissement d'un quart de siècle de reconstruction et de croissance. Le V^e Plan élaboré pour les années 1966-1970 par le commissariat au Plan situait le niveau d'alerte pour l'emploi à 2,5 % de chômeurs, et il était admis qu'atteindre la barre de 500 000 chômeurs provoquerait une explosion révolutionnaire. Les revendications syndicales portaient principalement sur le rattrapage des salaires et un meilleur partage des « fruits de la croissance ». C'est ce qui explique une reprise du travail sans grands débordements, alors que les conquêtes, bien que significatives (37 % d'augmentations salariales en moyenne et de droits syndicaux dans l'entreprise, notamment), restaient bien en deçà de ce que pouvait laisser espérer un mouvement sans précédent, et, en tout cas, d'une portée symbolique bien

moindre que les congés payés obtenus en 1936 ou la Sécurité sociale en 1945. Les expériences d'auto-organisation sont demeurées l'exception et les appareils syndicaux gardèrent la maîtrise de la négociation.

On s'accorde aussi, aujourd'hui, à reconnaître la composition exclusivement masculine des tribunes et fortement masculine des cortèges. Le nouveau mouvement féministe apparut plus tard, avec le dépôt le 20 août 1970, d'une gerbe en mémoire de « la femme du soldat inconnu ». De même, il n'y eut guère d'importants mouvements de conscrits dans les casernes. Le mouvement des comités de soldats ne s'étendit réellement qu'en 1973-1974, culminant avec les manifestations de rue de Draguignan et de Karlsruhe. Enfin, s'il y eut une dizaine de morts au cours des événements (dont le lycéen maoïste Gilles Tautin et les deux ouvriers de Peugeot à Sochaux), et si elle fut souvent spectaculaire, la violence fut aussi relativement bien contrôlée et auto-limitée de part et d'autre. Autant d'indices tendant à montrer que la question du pouvoir fut bel et bien posée dans la semaine du 24 au 30 mai, mais que les conditions pour la résoudre n'étaient guère réunies.

La réduction rétrospective du mouvement de Mai à une volonté de libération antiautoritaire et de modernisation des mœurs présente cependant une lecture dépolitisée et

dépolitisante, clairement assumée dans un article de Manuel Castells : « Car enfin, la révolution de Mai 68 fut culturelle et non politique. Elle ne brigait pas le pouvoir, elle cherchait à le dissoudre ^{6/}. » Après avoir jadis imprudemment proclamé que « tout est politique » (formule juste dans une certaine mesure, mais grosse aussi de tentations normatives), on affirme ainsi désormais, inversement, que rien ne l'était. Qu'il s'agissait simplement d'une révolution, ou plutôt d'une réforme culturelle, d'un *aggiornamento* du mode de vie, d'une dissolution magique et fantasmée du pouvoir, qu'il suffirait de « chasser de sa tête » à défaut d'oser l'affronter réellement.

Daniel Cohn-Bendit siffle, lui aussi, la fin de la récré : « Mai, c'est fini, fini comme l'est la Révolution française. » Cette manie de proclamer la fin de la Révolution française pour en conjurer le spectre n'est pas nouvelle. François Furet en fut, il y a vingt ans, le grand avocat. Du point de vue de ses acteurs, la Révolution était pourtant « glacée » (selon les mots de Saint-Just) dès l'hiver 1793, et finie en tant qu'événement dès Thermidor au moins. Elle était pourtant loin d'avoir épuisé ses effets et ses résurgences. Pour Cohn-Bendit, à son tour, 68 est fini parce que « ce qui a fait le fond de révolte n'existe plus » : « On n'a pas compris à l'époque ce que la négociation de Grenelle portait comme rupture avec un conservatisme de la pensée politique. La preuve, on l'a aujourd'hui avec le Grenelle de l'environnement : on voit que cette référence a fini par s'imposer comme un moment historique positif ^{8/}. » Par un tour de prestidigitation rhétorique, la négociation de Grenelle, dont les conclusions furent massivement rejetées par les travailleurs assemblés de Renault-Billancourt, et dont nous nous accordions alors à estimer qu'elles visaient à arrêter le mouvement,

devient aujourd'hui le fleuron, la référence, le reste positif de 68. Tardif hommage du boute-feu repent à la sagesse des stratèges du Parti communiste, accusés à l'époque, et par le même, de « sénilité » bureaucratique.

Grenelle, ou comment arrêter une grève pour étouffer un événement ^{9/}. Au fond, Cohn-Bendit, Castells, et bien d'autres, déclinent à leur manière la formule selon laquelle il s'agirait de « changer le monde sans prendre le pouvoir », en douceur, subrepticement, à pas de tortue. Mais il change tout seul, le monde. Il ne nous attend pas. Il n'a pas besoin de nous pour ça. Il ne cesse même de changer, avec l'accélération de la ronde mortifère des marchandises, avec la boulimie spatiale du capital, avec la fuite en avant des techniques de domination. La mondialisation, c'est même, très exactement ce remue-ménage et ce bouleversement permanents, si lucidement annoncés il y plus de cent cinquante ans : « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les conditions de la production, c'est-à-dire tous les rapports sociaux. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social et cette insécurité perpétuelle distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux traditionnels et figés, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent, ceux qui les remplacent vieillissent avant même d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui était stable et solide part en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont enfin forcés de regarder leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés ^{10/}. »

Le monde change, mais il change aussi bien pour le pire que pour le meilleur. La question

7/ *Courrier International* du 20 décembre 2007. Jeune réfugié espagnol, assistant d'Henri Lefebvre au département de sociologie de Nanterre, Manuel Castells avait fait le déplacement en février à la manifestation de Berlin contre la guerre du Vietnam dans les cars affrétés par la Jeunesse communiste révolutionnaire dont il était alors sympathisant.

8/ *Politix*, 26 juillet 2007.

9/ Sur cette interprétation, Édouard Balladur (négociateur de Grenelle aux côtés de Chirac et de Pompidou) et Charles Fiterman (alors secrétaire de Georges Marchais) ont confirmé leur accord lors d'une émission télévisée de janvier 2008.

10/ Marx et Engels, *Le Manifeste du parti communiste*.

est donc de savoir dans quelle société nous voulons vivre et quelle humanité nous ne voulons pas devenir, à défaut de savoir laquelle nous devrions être. Et la réponse à cette question passe, qu'on le veuille ou non, par des rapports de force et des luttes de pouvoir. Des siècles de lutte des classes acharnées en témoignent et il serait pour le moins imprudent de l'oublier. Grenelle érigé en héritage de 68 et le Grenelle de l'environnement en modèle d'un « dialogue social » pacifié, c'est précisément l'effacement de la lutte des classes ¹¹. C'est la dissolution du tort, du litige, et du conflit, dans le consensus entre l'État reconnu légitime et la « société civile », dans laquelle tous les chats sont gris,

où se côtoient, du même côté de la table, travailleurs et patrons, exploités et exploités, possédants et possédés.

Le fond de révolte n'existe plus, insiste Dany-le-Vert. Il n'a pourtant pas disparu. Il a changé. Il est plus grave. Plus exaspéré aussi devant le creusement des injustices et des inégalités. « Nous voulons tout ! » clamaient d'aucuns au lendemain de Mai. « Tout, et tout de suite ! », ajoutaient les autres. Illusions lyriques d'une société sans chômage, qui pouvait croire l'abondance à portée de main, et avoir confiance en la marche inéluctable du progrès. *Getting better*, chantait alors Paul Mac Cartney, tout va mieux, de jour en jour...

Quarante ans après, face aux désastres sociaux et écologiques d'un capitalisme ensauvagé, une majorité de la population est convaincue que les générations à venir vivront plus mal que les précédentes.

Getting worse ?

Raison de plus pour rester fidèle à l'événement.

Et pour ne pas laisser se refermer la porte entrouverte d'où peuvent surgir des possibilités intempestives.

10 février 2008, danielbensaid.org

© Bensaïd, Krivine, 1968, *fins et suites*

Nouvelles éditions Lignes

¹¹/ Il n'est pas inutile de rappeler qu'à la différence des Accords Matignon de 1936, il n'y a pas eu d'accords de Grenelle, mais, après leur rejet par les travailleurs de Renault, un simple protocole unilatéralement appliqué par le patronat, et négocié branche par branche entre « partenaires sociaux » entre lesquels, une fois la grève arrêtée, le rapport de force devient fortement asymétrique (entre celui qui détient le pouvoir propriétaire sur les moyens de production et celui qui, contraint à offrir sa force de travail sur le marché du même nom, le subit).